

# LE POSITIVISME

## SOCIAL & RELIGIEUX

PRIX : 0 FR. 30

“ Vivre pour Autrui. ”

### Avant tout, il faut une doctrine

Il n'est de liaison sociale, féconde et solide, que celle qui repose sur une doctrine commune. Il n'est même de société possible que si des principes à peu près uniformes parviennent à relier les hommes entre eux et à régler, c'est-à-dire à socialiser leur activité.

Le besoin de cette unité intellectuelle, dont l'absence cause tous nos désordres est, de nos jours, vivement ressenti et formellement exprimé. De toutes parts, on cherche un principe de pensée et une règle de conduite pour guider et coordonner les réorganisations si visiblement nécessaires. Réorganisations indispensables, au surplus, pour éviter ou terminer les cataclysmes politiques et sociaux qui succéderont à la guerre.

Les groupements, même les plus louables, s'épuisent en des agitations stériles ou des hostilités réciproques, si, d'abord, ils ne rattachent leur but spécial à des principes généraux démontrés et admis qui, seuls, peuvent éclairer ou justifier les points de vue particuliers et coordonner toutes les actions parallèles.

En vain les anciennes traditions catholiques ou les nouvelles théories socialistes sont proposées. Il est souvent visible que l'attachement apparent aux uns ou aux autres ne traduit qu'un vif besoin qui, faute de mieux, se satisfait par une adhésion artificielle à des idées, que l'on se garde d'approfondir, de crainte d'en constater l'insuffisance.

Aucune de ces doctrines, d'ailleurs, ne saurait rétablir l'unité indispensable. Car, d'une part, il est trop de gens qui ne peuvent admettre l'existence d'un Dieu créateur, personnel, volontaire et tout puissant. D'autre part, il est trop de gens qui voient que les tendances socialistes, malgré leur générosité séduisante, sont trop étroitement localisées aux questions économiques et qu'elles aboutissent à des utopies sans issue ou à des fermentations de désordres.

Les principales difficultés sociales ne sont pas aujourd'hui essentiellement politiques, mais surtout morales. Elles proviennent moins des institutions que de « l'anarchie intellectuelle » due à l'emploi de plusieurs philosophies incompatibles « dont la concurrence perpétuelle empêche tout accord des esprits ». En particulier le contact journalier de croyants et d'athées provoquera, pendant de longues années encore, des conflits et des luttes. Il faut donc se hâter d'enseigner la doctrine qui, tôt ou tard, sera universelle, afin d'abrégier cette période de troubles.

Car il y a une doctrine qui doit, un jour, rallier tous les esprits : C'est le Positivisme.

### Qu'est-ce que le Positivisme

Le Positivisme, fondé par Auguste Comte, est une doctrine philosophique, morale, sociale et religieuse, destinée à remplacer, à tous ces points de vue, l'esprit théologique, basé sur l'imagination, par l'esprit positif reposant sur l'observation.

Ce n'est pas tout à fait la science qui n'en est qu'une partie, ce n'est pas non plus le scientisme, c'est la généralisation de l'esprit positif et de la méthode d'observation qui n'ont été convenablement appliqués, jusqu'à présent, qu'à l'étude des phénomènes les plus simples, les phénomènes matériels. Le Positivisme consiste à étendre, par des moyens appropriés, le même esprit positif, la même méthode scientifique à l'étude, des phénomènes moraux et sociaux qui sont aussi naturels et aussi déterminés que les autres, mais qui sont seulement beaucoup plus compliqués. Il réalisera de la sorte, tôt ou tard, dans ce domaine, un assentiment universel aussi inévitable et des progrès aussi féconds que ceux qui couronnent, chaque jour, sa première application dans la science proprement dite.

Le Positivisme c'est, en quelque sorte, la résolution d'admettre tout ce qui est positif, c'est-à-dire vérifiable et de n'admettre que ce qui est positif dans tous les ordres d'idées, depuis la classification des sciences

jusqu'à la satisfaction rationnelle du sentiment religieux.

C'est la coordination incessante, c'est la synthèse cohérente et complète de toutes les vérités, c'est-à-dire de l'accord, à chaque époque, entre nos conceptions et nos observations.

Le Positivisme est d'autant mieux destiné à s'imposer à tous, qu'il constitue en réalité, toute la raison moderne. Au fond, tout le monde est positiviste, mais incomplet et sans le savoir.

On ne saurait énoncer une vérité qui ne passe partie du Positivisme puisqu'elle n'est vraie que parce qu'elle est positive. Mais chacune de ces vérités, partielles décuplerait sa force de persuasion et son utilité d'application, si, au lieu de se borner à ses propres arguments, elle montrait, en même temps, son accord avec le principe de toute vérité, c'est-à-dire avec le Positivisme complet dont elle ne forme qu'un des éléments.

Il a paru utile d'exposer ici sommairement, aux points de vue intellectuel, politique, économique et religieux, quelques-unes des vérités qui constituent le Positivisme et qui peuvent éveiller le désir de le mieux connaître.

### Le Positivisme intellectuel

Le Positivisme intellectuel est la généralisation du déterminisme scientifique qui a constaté, au fur et à mesure des progrès de l'observation, que tous les faits quelconques sont toujours réglés par d'autres faits, par des lois complexes mais invariables. Il en déduit qu'il en fut toujours et qu'il en sera toujours ainsi dans tous les domaines.

Tous les phénomènes quelconques s'accomplissent toujours suivant des enchaînements invariables, c'est une forme plus précise de l'aphorisme, il n'est pas de fait sans cause.

Nous observons, en effet, que les faits se succèdent toujours de la même façon quand les circonstances sont identiques. Cela nous permet d'en déduire légitimement qu'ils agissent les uns sur les autres. Cela nous permet aussi, parfois, de les prévoir ou de les modifier.

Mais la découverte des lois de ces enchaînements (appelés aussi, à tort, des « causes », dans le langage courant) constitue la seule explication que nous puissions connaître et satisfaire notre curiosité ainsi que notre intérêt.

C'est pourquoi, suivant le Positivisme, l'esprit humain ne peut étudier avec fruit et certitude que ce qui est « connaissable », c'est-à-dire les faits et les lois, parce que seuls ils sont constatés et peuvent être soumis à l'observation. Il faut écarter, par conséquent, comme illusoire et imaginaire, toute recherche concernant « l'inconnaissable », c'est-à-dire les substances et les causes.

Il convient de préciser que le mot « causes » ne désigne pas, ici, les faits qui s'engendrent l'un l'autre, ni même les détails particuliers, les mécanismes spéciaux de cet enchaînement, car tout cela ce sont des « lois ». La « cause » inconnaissable c'est la raison intime pour laquelle une cause est une cause, c'est-à-dire pour laquelle un fait ou une particularité peut jouir de la singulière propriété de causer un autre fait et de causer celui-ci plutôt que celui-là.

En d'autres termes nous pouvons savoir, et toujours de mieux en mieux, quelles sont les propriétés des choses, c'est-à-dire leurs lois. Nous ne pouvons pas savoir pourquoi elles ont ces propriétés, plutôt que d'autres c'est-à-dire leurs causes.

Nous pouvons savoir comment est l'Univers. Nous ne pouvons pas savoir pourquoi il y a un Univers et pourquoi il est ainsi.

Reculer le problème, par une soi-disant explication purement imaginaire, ne sert qu'à le compliquer. Car il est ensuite bien plus inconnaissable de savoir pourquoi le prétendu créateur était tel, que, lorsqu'il a exercé sa fonction, il a créé l'Univers comme il est.

La véritable interprétation de notre certitude « Il n'est pas de fait sans cause », démontre que tout fait quelconque, même le premier fait connu, est la conséquence d'un autre fait. Il est donc impossible d'affirmer qu'il y a eu une « origine » ou un « premier moteur », puisque le premier fait serait, lui, un fait sans cause. Il est encore plus impossible de prétendre connaître le commencement de l'enchaînement des faits, enchaînement que la seule hypothèse admissible nous conduit à considérer comme indéfini.

Croire que « il faut pourtant bien arriver à un premier

fait, à une première poule ou à un premier œuf » ou bien « à une barrière après laquelle il n'y aurait plus d'espace » est une illusion tenant à ce que nos connaissances ayant une limite, il nous semble que les faits, qui ne peuvent être vus qu'à travers ces connaissances, doivent avoir une limite eux aussi. Or, de ce qu'il faudra toujours, en effet, arriver à une origine dans nos connaissances, il ne s'ensuit pas du tout qu'il y ait une origine absolue aux faits.

En ce qui concerne la période où nos observations ne peuvent pas remonter, au lieu du loyal aveu de notre ignorance, on a été conduit, par l'imagination, à inventer un état contradictoire pendant lequel l'Univers n'existait pas et cependant était contenu dans l'éternel pouvoir créateur de Dieu. Il est aisé de voir que c'est là, seulement, reconnaître l'éternité de l'Univers. C'est donc la preuve que « le théologisme est fictif » ainsi que s'exprime la certitude positiviste.

Le Positivisme intellectuel comprend, en outre, la « loi des 3 états » qui constate que l'esprit humain, ainsi que ses connaissances passent, dans leur évolution, par 3 états successifs.

1° L'état théologique ou fictif, pendant lequel l'homme, avant de découvrir que les faits sont toujours enchaînés à d'autres faits, ne peut leur supposer d'autre explication que de les imaginer produits par des êtres semblables à lui-même. Cet état correspond à la civilisation militaire et au régime royaliste :

2° L'état métaphysique ou abstrait, correspondant à la civilisation juridique et au régime parlementaire, caractérisés par la prédominance des avocats :

3° L'état positif ou scientifique qui organisera rationnellement et humainement la civilisation industrielle.

Le Positivisme intellectuel comprend aussi la classification des sciences en observant que les phénomènes les plus généraux sont aussi les plus simples et les plus indépendants.

C'est ainsi, par exemple, que les phénomènes astronomiques sont plus généraux que les phénomènes biologiques puisqu'ils s'appliquent à tous les êtres possibles, inertes ou vivants, entraînés dans le mouvement de la planète.

Ils sont aussi plus simples puisque les êtres vivants mettent en jeu des facteurs bien plus nombreux que ceux qui interviennent dans les mouvements des astres.

Ils sont enfin plus indépendants puisque les êtres vivants subissent notamment la succession des saisons, mais sont sans influence sur les phénomènes astronomiques.

Dans l'ordre de généralité, de simplicité et d'indépendance décroissantes, on trouve donc : 1° Les mathématiques ; 2° l'astronomie ; 3° le physique ; 4° la chimie ; 5° la biologie ; 6° la sociologie ; 7° la morale (ou science de l'homme vivant en société).

Le Positivisme intellectuel comprend enfin la constatation que « tout est relatif » ainsi que les applications et les développements qui découlent de ce principe dans tous les ordres d'idées.

### Le Positivisme politique

#### L'autorité

Le Positivisme observe que toutes nos richesses, matérielles, intellectuelles, morales, proviennent de la vie en société, c'est-à-dire de l'humanité continue, au cours de laquelle les morts ont péniblement accumulé tout ce qui nous permet de n'être plus des animaux isolés et dispersés.

Il en déduit que les hommes ne sont pas des individus purs et simplés, comme s'ils avaient toujours vécu chacun dans une île déserte. Ils ne sont que les éléments de la société et doivent, par conséquent, se consacrer entièrement à « conserver, améliorer et transmettre » le capital matériel, intellectuel et moral, que l'humanité confie à chaque génération.

Les avantages de la vie en société obligent à supporter une autorité pour gouverner les hommes, parce que, sans cela, les tendances très divergentes, empêcheraient de réaliser aucun but commun. Auguste Comte a formulé la plus certaine et la plus fondamentale des lois de la science sociale : « Il n'est pas de société sans gouvernement ».

Mais il faut établir des conditions telles que « les vains débats sur la possession du pouvoir cèdent le pas à l'examen des règles relatives à son usage exercé ». Il en sera



ainsi quand les esprits seront pénétrés de cette vérité que pour être légitime, l'autorité ne doit pas profiter à celui qui l'exerce, mais à ceux qui obéissent

## Le royalisme est insuffisant

Un choix judicieux, pratiqué avec compétence, doit confier l'autorité à celui qui possède les qualités nécessaires pour remplir les devoirs d'un rôle aussi difficile et aussi important. L'hérédité physiologique est tout à fait insuffisante pour guider ce choix, puisqu'elle ne tient aucun compte des aptitudes qui, seules, pourraient, importer.

L'éducation ne saurait remédier à cette insuffisance, car il s'agit ici d'aptitudes trop importantes et trop spéciales et l'éducation stérilise, au contraire et rend mauvaises les tendances naturelles quand elle leur impose une destination trop en désaccord avec elles.

Il est inexact d'attribuer le développement de la civilisation, dans un pays, au régime qui a existé en même temps dans ce pays. En effet, d'une part, on ne peut pas savoir si un autre régime n'aurait pas, dans les mêmes circonstances, mieux utilisé les tendances spontanées des habitants. D'autre part, on a vu la civilisation se manifester dans des pays et sous des régimes si divers, qu'il est impossible d'en attribuer le mérite et la cause au régime lui-même, plutôt qu'aux autres facteurs si importants, si nombreux et si peu connus.

Il faut dire, au contraire, que pendant qu'il a été supporté, tout régime devait être à peu près en accord avec les tendances et l'état d'esprit régnant à son époque et que, par conséquent, la forme de ce régime est un effet de ces tendances bien plutôt que leur cause.

En particulier, sous une dynastie ou sous une autre, d'une façon ou d'une autre et peut-être plus heureusement, la France aurait trouvé le moyen de manifester ses tendances civilisatrices. Il est donc inexact de dire « ce sont les Capétiens qui ont fait la France », car c'est plutôt la France qui a fait les Capétiens, c'est-à-dire qui a permis aux Capétiens d'être les heureux souverains d'un peuple ayant manifesté de brillantes qualités pendant la période où ces Capétiens ont eu la chance et le profit de régner sur lui.

Le régime héréditaire a trois ordres de conséquences funestes :

1<sup>o</sup> Souverains manifestement inférieurs à leur tâche et malheurs qui en découlent pour leurs infortunés sujets ;

2<sup>o</sup> Tendance inévitable chez le souverain et son entourage à deux états d'esprit inverses mais également fâcheux ;

Ou bien il y a tendance à considérer le pouvoir comme un droit à exercer et non comme un devoir à remplir puisqu'il est conféré automatiquement quelle que soit l'inaptitude. D'où absence de frein au penchant si répandu vers la tyrannie et l'arbitraire ;

Ou bien il y a tendance à laisser périr l'autorité par suite du sentiment d'une incapacité qui ne saurait justifier le pouvoir et les privilèges ni par des supériorités trop visiblement absentes, ni par la vertu du principe de désignation trop irrationnel. D'où frénésie de jouissances et indifférence à la direction des affaires, après moi le déluge.

3<sup>o</sup> Difficulté de gouverner contre le légitime sentiment de révolte chez les sujets qui voient que d'un poste si important, dépendant à un si haut degré leurs intérêts les plus précieux. Ils ne peuvent donc admettre que la désignation qui devrait être faite, chaque fois avec tant de sagesse et tant de raison, soit livrée, au contraire, au pur hasard d'une hérédité simplement physiologique, simplement animale.

Ils ont, en outre, la sensation d'être une sorte de cheptel que le propriétaire passe en héritage en ne tenant compte que des intérêts de l'héritier.

Le régime héréditaire ne peut être fondé que sur le droit divin, sur la croyance que l'héritier du trône est toujours préparé, par la divinité, comme elle veut qu'il soit. Seule, cette théorie peut empêcher les hommes d'intervenir dans le choix de cet héritier. Seule, elle peut les forcer à subir passivement, quel qu'il soit, celui que l'hérédité désigne. Mais cette « politique théologique », de résignation fataliste, absurde quand il s'agit de faits aussi modifiables, ne peut être supportée sans révolte que si elle est en accord avec des croyances théologiques unanimes et aveugles. Or, cela n'est plus le cas. Non seulement ces croyances ne sont plus inanimées, mais il est visible, que sous l'influence de la positivité croissante, tous les hommes et même les croyants, sont de moins en moins disposés à subir passivement la façon naturelle et spontanée dont se produisent les événements qui les intéressent. De plus en plus, au contraire, ils veulent à bon droit et même pour le choix de leur Gouvernement, que la « sagesse humaine », que l'art, que l'industrie interviennent dans ces événements et les modifient à leur avantage.

Pas plus que dans le domaine industriel, les imperfections ni même les échecs de leurs premiers essais dans le domaine politique, ne sauraient les détourner d'une aussi noble et légitime ambition.

Pour toutes ces raisons, le royalisme, quand il n'est pas corrigé par une constitution parlementaire qui annule en fait son principe, conduit tôt ou tard, à des révolutions dont il est responsable puisqu'elles sont engendrées par lui. En outre, la violence de ces révolutions, affreuse mais inévitable, provient surtout de la résistance que le principe même du royalisme oppose aux transformations et aux progrès nécessaires, puisqu'il ne permet aucune méthode paisible pour les changements de personne et les changements de régime. D'où longue compression, puis explosion.

Le principe héréditaire est également seul responsable de l'état prolongé d'instabilité, d'oscillations et de désordre qui succède à une aussi fâcheuse application de l'autorité. Car cette application, si visiblement absurde, funeste et intéressée, détruit pour longtemps le respect à l'égard de l'autorité elle-même. Elle oblige,

en outre, à maintenir, malgré les ferments de désordre qu'ils contiennent, les principes de destruction qui ont permis d'abattre le régime précédent. Ces principes continuent, malheureusement, à être indispensables (notamment en France), tant que l'on peut craindre le retour de ce régime et des révolutions qu'il engendrerait encore.

Auguste Comte démontre, en effet, que « il sera dès lors évident que tous les efforts dirigés vers la restauration de ce système, même en supposant possible leur succès momentané, bien loin de pouvoir ramener la société à un état vraiment normal, ne sauraient aboutir qu'à la replacer dans la situation qui a nécessité (!) la crise révolutionnaire, en l'obligeant (!) à recommencer plus violemment (!) la destruction d'un régime qui, depuis longtemps, a cessé d'être compatible avec ses progrès principaux ». (Cours de philos. posit. tome IV, p. 10).

C'est l'évidence même et pour éviter cette redoutable éventualité, la pire qu'on puisse envisager, il faut, à tout prix, conserver les résultats déjà acquis d'une évolution, douloureuse et imparfaite mais indispensable aux progrès futurs. Il faut donc maintenir le suffrage universel malgré les justes critiques qu'on lui oppose.

## Le suffrage universel

Le suffrage universel, en effet, est de toute évidence, un facteur irrémédiable, de division, de rivalités et de discordes.

D'autre part, la majorité ne saurait remplacer ou conférer la compétence, ni même la reconnaître. Car les phénomènes sociaux sont les plus complexes de tous, au point que les pires erreurs sont parfois séduisantes, en apparence, et ils sont, en outre, obscurcis par l'ignorance, les passions, les intérêts. Il est, par conséquent, très difficile, même pour les intéressés, toujours inaptes à voir l'ensemble et toujours passionnés, de juger sainement de l'intérêt général. On peut, notamment, croire que certaines mesures seront heureuses par leurs effets immédiats, alors qu'elles sont, au contraire, très funestes par leurs conséquences lointaines et cachées.

Par leur position même, ni électeurs, ni candidats, ne sauraient convenir que les faits sociaux sont soustraits à l'arbitraire des peuples aussi bien qu'à celui des rois. Cependant les phénomènes sociaux sont aussi déterminés que les autres et s'accomplissent suivant des entraînements dont l'étude préalable est nécessaire si l'on veut diriger les lentes modifications dont ils sont susceptibles. Sous peine d'erreurs et de désordres, les questions sociales ou politiques ne peuvent donc être discutées et tranchées que par des intelligences éminentes servies par de très longues études spéciales, à chacun son métier.

Il y a contradiction entre le principe électif, ferment d'indiscipline, d'empiétements, d'instabilité, d'incohérence et le principe d'autorité dont la souveraineté est indispensable à la vie en société. Les électeurs trop incités à contrarier ou amoindrir les prescriptions désagréables mais nécessaires, de l'autorité, ne peuvent, à la fois, désigner, c'est-à-dire dominer cette autorité et lui obéir.

L'élection, valable à la rigueur, pour représenter les intérêts auprès du pouvoir, ne saurait l'être pour désigner ce pouvoir.

Le régime électif, même perfectionné, ne peut faire autrement que d'engendrer la domination des « talents d'expression », si secondaires, si rarement associés aux mérites réels de conception et surtout à la sincérité du dévouement, mais hélas, si séduisants et si trompeurs. « Prends l'éloquence et tords-lui le cou ».

Il constitue le « régime des avocats et des littérateurs » qui recherche plus les succès d'opinion que les réalités efficaces et assure la suprématie de « ceux qui ont cultivé la dangereuse aptitude à plaider indifféremment le pour ou le contre ».

Les défauts du parlementarisme proviennent des vices du régime lui-même.

L'arbre porte son fruit. En fait, le suffrage universel, quoi qu'on fasse, se laissera toujours séduire par l'assurance et l'habileté des parleurs plutôt que par les qualités, peu apparentes des meilleurs administrateurs. Il donnera toujours des facilités irrémédiables à l'arivisme, à la corruption, à la démagogie.

Cependant, le régime électif est transitoirement acceptable, car il est à même de permettre, en temps voulu, l'établissement du régime positiviste.

## L'hérédité sociocratique

Le Positivisme se proposant de « réorganiser sans Dieu ni roi », de « concilier l'ordre et le progrès », « l'indépendance et le concours », estime que chaque titulaire du pouvoir est le seul capable de choisir avec sagesse et compétence celui que ses qualités rendent apte à continuer son œuvre. C'est l'« hérédité sociocratique », « la désignation du successeur par le titulaire précédent » qui devra s'appliquer un jour, (par exemple après la dictature sans doute inévitable en France), pour la transmission de l'autorité politique ainsi que pour la transmission de l'autorité économique conférée par la fortune.

Cette attribution n'est pas, en somme, plus tyrannique qu'aucune de celles que l'on confie d'habitude aux gouvernements et elle peut se concilier avec des garanties de contrôle ou des mesures de transition.

# Le Positivisme économique

## Il faut incorporer le prolétariat

Le Positivisme observe que le progrès industriel, quoique prodigieux, ne contribue que d'une façon insignifiante à alléger la tâche et à améliorer le sort des travailleurs. L'accroissement de la production provoque même souvent, par le chômage, la misère des producteurs.

Ce progrès a surtout pour résultat de multiplier indéfiniment le scandale des parasites ainsi que le nombre énormément exagéré des intermédiaires et des inutiles qui s'évadent du travail socialement utile et consomment sans contribuer efficacement à la production. Il aboutit aussi à permettre les ostentations vaniteuses et les gaspillages absurdes de ceux qui, par des moyens d'ailleurs légaux, se sont approprié la richesse sans l'avoir créée. Cette richesse provient, en effet, presque exclusivement du travail des générations passées et de celui des contemporains.

Aucune raison ne saurait justifier que les travailleurs les plus utiles, ceux qui nous évitent les besognes les plus pénibles et notamment ceux qui acceptent de rester dans l'isolement des campagnes, vivent dans des conditions inférieures à la civilisation de leur époque ainsi qu'au progrès matériel dont ces travailleurs sont cependant les facteurs essentiels.

Certes, les hommes sont inégaux d'aptitudes et de qualités, d'intelligence et de bonté, de dévouement et... d'arivisme. Qui songe à le nier? Mais il ne s'en suit pas du tout qu'il faille ajouter à ces inégalités naturelles, pour les aggraver et les empirer d'autres inégalités artificielles évitables.

Tout au contraire, les plus intelligents doivent aider les autres et non pas profiter de leur faiblesse pour les exploiter. A quoi bon sans cela substituer le despotisme fondé sur le droit du plus habile au despotisme fondé sur le droit du plus fort.

Tout en assurant, par une légère graduation, le stimulant nécessaire, le salaire ne doit pas être considéré comme acquittant le travail qui vaut toujours mieux que l'argent et dont l'équivalence ne saurait jamais être déterminée.

Le salaire n'est que le moyen fourni au travailleur de pourvoir à son entretien et à celui de sa famille et, pas plus que pour les carrières libérales, il ne saurait dispenser de la gratitude pour le service rendu.

Le prolétaire doit être « incorporé à la société moderne », c'est-à-dire profiter, lui aussi, d'abord de la considération sincère et élevée, ensuite du loisir, du confort, de l'art, de l'instruction, en un mot de toutes les satisfactions matérielles et morales que grâce à l'effort collectif, la productivité immense des civilisations actuelles met à la disposition des humains.

La dépense formidable de produits et de temps, absorbée par la guerre, montre que cette productivité, inemployée et insoupçonnée jusque là, aurait permis, si elle eut été employée à des œuvres de paix, d'accroître largement le bien-être de tous.

Cette dépense prouve combien est inexact le raisonnement des économistes qui remet la possibilité d'améliorer le sort des prolétaires à... plus tard... beaucoup plus tard, quand sera réalisée une prétendue augmentation de la richesse générale. Or, cette richesse générale est déjà très suffisante pour permettre des surplus énormes à ceux qui ne l'ont pas créée et son accroissement ne sert en somme qu'à accroître le nombre et le luxe des « fait-néant ».

Mais, en outre, la productivité, déjà acquise, permettrait d'augmenter, presque autant qu'on le voudrait, la richesse réelle, qui n'est faite que de produits, si des idées inexactes, des mœurs défectueuses, venant fausser la machine économique, n'empêchaient cette productivité de donner son plein effet.

## Le socialisme

Mais, si l'organisation sociale est très imparfaite on ne peut, malheureusement pas, la transformer ni même la perfectionner vraiment par la formule simple et commode des socialistes, c'est-à-dire par la remise à la collectivité de tous les moyens de production.

Le collectivisme, en effet, serait inséparable d'une tyrannie bureaucratique exaspérante et ruineuse, d'une centralisation étouffante pour toute initiative et toute activité.

Il serait dans l'impossibilité absolue d'empêcher les désordres motivés par les réclamations, insolubles mais logiques, que son principe soulèverait de lui-même à chaque instant.

Ce serait un empiètement funeste dans un domaine qui doit rester distinct du Pouvoir politique trop porté à user de sa toute puissance, pour prolonger jusqu'au désastre les parti-pris ou les erreurs. En effet, ce pouvoir ne pourrait pas être rectifié par les légitimes convenances des citoyens dont la résistance ou la concurrence prendrait alors figure de rébellion contre l'autorité. Il ne pourrait pas, non plus, être rectifié par l'autorité supérieure qui ne saurait contrôler et coordonner que ce qu'elle n'exécute pas elle-même.

L'Etat doit tendre à limiter ses attributions aux seules fonctions qu'il peut exécuter convenablement et que nul ne peut exercer à sa place : les fonctions de police et de justice. Toutes les autres fonctions et notamment les opérations économiques doivent être surveillées par lui, comme toutes les activités, mais exécutées par de libres associations.



## La propriété est indispensable

Le Positivisme proclame que « la richesse sociale d'origine, doit être sociale de destination, tout en conservant une appropriation personnelle. »

La propriété, en effet, qu'elle soit individuelle ou communautaire est le respect des résultats engendrés par les contrats et les conventions. C'est une institution indispensable, d'abord pour le maintien de l'état social, ensuite pour la légitime satisfaction des sentiments de dignité et de sécurité. Enfin c'est un stimulant précieux pour la production et la conservation des biens matériels.

Le patrimoine général dont la prospérité, d'ailleurs, profite à tous, ne peut être conservé que s'il est subdivisé en un certain nombre d'éléments dont chacun est confié à un gardien ou plutôt à un propriétaire. Car l'observation montre que la propriété est le seul moyen pour inciter efficacement ce gardien à la conservation et à l'amélioration de sa part et, par conséquent, à celles du total. L'expérience prouve, au contraire, la tendance irrémédiable au gaspillage et à la destruction de tout ce qui est indivis et de ce qui appartient à l'Etat.

La concentration de la richesse en grosses fortunes est même nécessaire à sa fécondité, car elle augmente sa puissance de production et, si elle est bien employée, son efficacité sociale. Pour faire de grandes choses, il faut de grands moyens rassemblés sous une direction unique, continue et intéressée à leur succès.

La révision des titres de propriété est matériellement impossible et violerait l'engagement formel que tous, sans exception, nous avons souscrit en possédant quelque chose, si peu que ce soit. La dépossession n'engendrerait que brutalités odieuses et pillage destructeur.

Mais la propriété est une fonction comme les autres, non un privilège. Injustifiable en elle-même, elle n'est qu'une sorte d'artifice conventionnel, le seul procédé qu'on ait trouvé pour conserver le patrimoine général de l'Humanité. Cette dernière est la seule vraie propriété, puisqu'elle a tout créé grâce à la transmission des acquisitions successives.

Ceux qui détiennent ce capital ont le devoir de l'administrer pour les travaux des générations suivantes. Ils ne doivent pas le détourner de sa destination sociale pour leur avantage particulier.

## La solution positiviste : déterminer

### et imposer les devoirs, mais d'abord ceux des chefs

Il ne s'agit donc pas de chercher qui possède la fortune afin de la répartir plus équitablement, il s'agit de la faire concourir, en quelque main qu'elle réside, au bien être général plutôt qu'à l'égoïsme de ceux qui la possèdent.

Les rapports économiques, prodigieusement complexes, ne sauraient être réglés par des dispositions uniformes et rigides mal adaptées à cette complexité. Etroitement liés à tous les autres facteurs moraux et sociaux, ils ne peuvent être améliorés que par une « réorganisation générale des idées et des mœurs » sous l'influence d'une doctrine positive.

Indépendamment des mesures d'exécution et de détail, comme l'éducation équivalente pour toutes les classes, le Positivisme entend modifier l'usage de la richesse par les seuls moyens qui, au fond, soient efficaces, c'est-à-dire : d'abord par l'impulsion d'une morale sociale faisant partie d'une doctrine complète, ensuite par la pression de l'opinion publique.

En d'autres termes, il veut d'abord rectifier et compléter la notion des devoirs, puis trouver et mettre en œuvre tous les moyens qui peuvent contribuer à les faire remplir.

Le Positivisme démontre que « à l'orageuse discussion des droits, il est préférable de substituer la paisible détermination des devoirs ». Ce qui revient d'ailleurs exactement au même, puisque les droits des uns ne peuvent être satisfaits que par les devoirs des autres.

La détermination des droits est, en réalité, insoluble, car, quels que soient nos qualités et nos efforts, nous ne pourrions jamais rendre, à nos semblables, qu'une très faible partie des services que nous avons reçus grâce au patrimoine matériel, intellectuel et moral formé et transmis par l'Humanité. Au contraire ce patrimoine, créé, pour tous, des devoirs si réels, si impérieux et si étendus que nul ne pourra, quoi qu'il fasse, en épuiser l'obligation.

On voit donc combien il est plus justifié et mieux proportionné aux possibilités, par conséquent, plus efficace et plus rapide, de demander une mesure quelconque en invoquant les devoirs de ceux qui ont à la prendre plutôt que les prétendus droits des autres.

On voit aussi que, même quand il excède ce qui est habituel, le devoir est obligatoire, car de grands pouvoirs imposent de grands devoirs.

Le Positivisme montre que la détermination des droits, étant insoluble, leur revendication prolongera indéfiniment les luttes stérilisantes et l'hostilité réciproque. Il faut, par conséquent, ou bien renoncer à tout jamais, à la paix sociale, ou bien renoncer à la prédominance de la notion de droits pour régler les rapports sociaux.

Mais cette notion étant actuellement la seule garantie, d'ailleurs insuffisante, des légitimes besoins du prolétariat, elle ne sera abandonnée et par conséquent on n'aura la paix sociale que si on obtient, au préalable, l'accomplissement des devoirs qui servent le mieux d'équivalents aux droits revendiqués par les prolétaires. La paix sociale ne règnera donc que le jour où les chefs auront connu et rempli leurs devoirs.

Le Positivisme est la ligue naturelle de ceux qui veulent éclairer et remplir leurs devoirs. Il tend à subordonner l'égoïsme à l'altruisme, les instincts personnels aux sentiments de sociabilité, ayant d'ailleurs observé que c'est là, contrairement à l'opinion courante, la source des satisfactions les meilleures et des bonheurs les plus réels.

Sa maxime « vivre pour autrui » signifie surtout que le vrai bonheur consiste à vivre le plus possible, mais pour autrui. Or comme vivre c'est apprendre, agir et aimer, le vrai bonheur réside uniquement dans le travail et la bonté.

Il cherche les solutions les plus généreuses sans fomenter en même temps l'esprit de désordre ou des utopies sans issue.

Il y a lieu notamment d'envisager des sortes d'associations ouvrières de production, non électives. On peut, en effet, obtenir et contrôler le désintéressement personnel de l'administrateur d'une entreprise tout en éliminant les causes de discorde et d'incompétence inhérentes au principe électif et à la souveraineté des assemblées générales.

Il y a lieu aussi de tenir compte de la tendance irrésistible à la spécialisation croissante des fonctions et de l'évolution de la famille qui n'est plus aujourd'hui la cellule sociale de production. On peut donc se demander si toutes les fonctions économiques de la famille : la communauté, l'administration et la consommation des biens, ne devraient pas subir des modifications et être rattachées, peu à peu, à la cellule sociale de production, à l'atelier.

Il y a lieu également de réagir contre la « présente orgie industrielle » et contre la suprématie de l'argent qui sont, en partie, causes de la régression morale et qui empêchent, en tous cas, de voir que le perfectionnement humain, le véritable but, importerait infiniment plus que le progrès matériel qui n'est qu'un moyen. L'industrialisation à outrance, la recherche effrénée de l'argent, prennent le moyen pour le but et sous prétexte d'obtenir, plus tard, un éventuel surcroît de bien-être matériel, accablent présentement l'humanité de besoins qui produisent des êtres horribles et dégradés.

« L'Humanité a besoin de noblesse, elle n'a pas besoin de vitesse. » De par sa nature, il est vrai, elle ne se sentira jamais assez savante, assez riche, assez rapide, mais ce sont là des moyens et non pas le véritable but. Elle devrait utiliser ses immenses ressources pour rendre les hommes plus moraux, plus beaux et plus heureux, au lieu de poursuivre l'accroissement effréné et indéfini de ses moyens d'action, sans jamais prendre le temps de s'en servir.

La moralité, la beauté, le bonheur des hommes qui fabriquent un produit important plus que le prix de revient de ce produit et même plus que la beauté des œuvres d'art. La taylorisation du travail ne doit pas être un but, mais seulement un moyen de procurer des conditions plus humaines aux ouvriers auxquels elle s'applique.

La beauté, la dignité, l'humanité des conditions dans lesquelles travaillent et vivent les prolétaires (ainsi d'ailleurs que les bourgeois) auraient une action automatique et bienfaisante, non seulement sur la partie améliorable de la beauté humaine mais même sur la moralité.

Il faudrait aussi éliminer les besoins factices de snobisme, de luxe, de paresse, de vices qui compliquent notre existence et nous empêchent de chercher les véritables sources du bonheur.

## Les devoirs des prolétaires

Les devoirs économiques des prolétaires, qu'il ne faut d'ailleurs pas dissimuler, sont tracés, à chaque instant, par les directeurs ou les contremaîtres et se résument généralement dans le mot : obéir, car « il n'est pas de société (politique ou économique) sans gouvernement ».

Il faut cependant remarquer que la nécessité de gagner leur vie les oblige, sans cesse, à donner, de gré ou de force, un but social à leur existence, c'est-à-dire à travailler. Le pain sur nos tables, la houille dans nos foyers nous rappellent chaque jour, que selon le mot d'Auguste Comte, le prolétariat remplit, en fait, son rôle de « Providence générale ».

## Les devoirs des chefs

Par contre, il faut présenter, avec insistance, leurs devoirs aux riches et aux chefs, car, ainsi que l'Evangile le disait déjà, ils sont souvent, par nature ou par position, plus enclins, que les autres à les oublier et ils n'ont, eux, personne pour les leur imposer. Aussi, depuis toujours, ils pratiquent l'autorité (politique ou économique), plus pour leur égoïsme ou leur ambition que pour l'intérêt des subordonnés.

Pourtant c'est eux qui profitent le plus largement du bien-être procuré par le travail des autres. Ils doivent en échange, dépenser le plus d'efforts pour donner un but social à leur fortune et pour éviter l'oisiveté des parasites dont la seule utilité consiste à être des producteurs de fumier.

C'est uniquement par les devoirs des dirigeants que l'on pourra remédier aux désordres de toute nature et notamment obtenir automatiquement, par voie de conséquence, que les dirigés remplissent les leurs. En effet, les actes des chefs sont des causes puisqu'ils dirigent et qu'ils donnent l'exemple, alors que ceux des prolétaires ne sont que des effets, puisqu'ils sont dirigés. Tels dirigeants, tels dirigés.

Pour remédier aux désordres sociaux, il faut d'abord

et surtout que l'opinion publique exerce un mépris agissant à l'égard des oisifs, des parasites, des jouisseurs.

Il faut que ce qu'Auguste Comte appelait « l'énergie prolétarienne » exerce, notamment par les syndicats, une pression vigoureuse sur la bourgeoisie possédante et dirigeante, non certes pour la déposséder, ce qui ne ferait que déplacer le mal, mais pour la forcer à donner une destination sociale à sa richesse et à son activité.

Pour éclairer cette pression, il convient de radier l'application du Positivisme aux rapports économiques, en précisant la formule de quelques-uns de nos devoirs les plus méconnus et cependant les plus indispensables.

## Les devoirs les plus urgents

Les supériorités, ni l'autorité, ni la richesse, ne justifient pas plus de droits, elles imposent seulement plus de devoirs.

Ceux qui croient posséder la supériorité nécessaire pour diriger les groupements humains doivent être animés du désintéressement sans lequel l'autorité (politique ou industrielle) n'est qu'une exploitation abusive et une domination illégitime.

Ce sont les autres, et notamment nos devanciers, nos ouvriers, nos clients, nos défenseurs qui ont seuls fait la richesse que nous nous sommes appropriée. C'est dans leur seul intérêt qu'elle doit rester concentrée entre nos mains.

La fortune, si rarement proportionnée aux mérites, a été rassemblée et non pas créée, par ceux qui la détinent. Sa possession ne leur confère donc pas le droit d'en jouir, c'est-à-dire de la détourner de sa destination sociale pour leur avantage particulier. Elle leur impose seulement le devoir de l'administrer dans l'intérêt de tous.

La fortune n'exerce pas le parasitisme; elle l'aggrave, au contraire, par surcroît de consommation. Celui qui est inutile, quoique riche, est donc doublement méprisable.

Les moyens d'existence, pour être légitimes, ne doivent être que la représentation, plus ou moins différée, du travail personnel, discipliné et utile qui, seul, peut justifier la consommation du travail d'autrui. Quant au capital, toujours social d'origine, il ne saurait comporter que des administrateurs laborieux et désintéressés, en aucun cas des profiteurs parasites.

Les bénéfiques doivent servir uniquement à renouveler et perfectionner le capital, outillage de l'Humanité. Ils ne peuvent jamais justifier pour le capitaliste ou pour ses héritiers (simples administrateurs) un confortable parasitisme, ni un gaspillage personnel.

Toute entreprise doit se proposer un but social, notamment celui de procurer à tous ceux qui y collaborent des conditions de vie en rapport avec les possibilités de l'époque.

Les chefs (intellectuels, politiques, industriels) sont seuls responsables des résultats obtenus par les groupements qu'ils ont osé se croire capables de diriger, car ils ont pour mission ces chefs, de connaître, d'utiliser et d'améliorer les hommes en les prenant tels qu'ils sont et non pas tels qu'on voudrait qu'ils soient.

Tout chef, tout patron qui n'obtient pas, pour ses subordonnés, des résultats matériels et moraux satisfaisants, doit s'estimer incapable, passer l'autorité à un autre et rentrer dans l'obéissance.

## Le Positivisme religieux

### LA RELIGION DE L'HUMANITÉ

#### Il n'est pas de société sans religion

Toutes les sociétés humaines ont toujours eu des religions. C'est là un besoin trop général pour être factice; il est d'ailleurs inhérent à l'existence même des sociétés.

En effet, pour que les hommes puissent surmonter les tendances divergentes qui les empêcheraient de vivre ensemble, ils doivent réaliser les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Il faut, à chaque époque, que les principes de morale, permettant la vie sociale, soient rattachés étroitement et logiquement aux conceptions universellement admises sur la constitution du monde qui nous entoure, c'est-à-dire aux sciences de cette époque. Toutes les religions furent plus ou moins des cosmogonies. De la sorte, la certitude de ces connaissances, formant la substance même de la personnalité intellectuelle, entraîne l'adhésion inévitable aux règles de morale faisant partie du même corps de doctrine. C'est la doctrine.

2<sup>o</sup> Il faut, en outre, organiser l'enseignement de cette doctrine ainsi que les manifestations collectives par lesquelles elle assure son recrutement et réalise sa mise en pratique. C'est le culte.

3<sup>o</sup> Il faut enfin que certaines personnes se consacrent, plus ou moins exclusivement, à consacrer, perfectionner et enseigner la doctrine ainsi qu'à organiser ses manifestations. C'est le sacerdoce.

Or c'est cela, c'est une semblable organisation comprenant une doctrine, un culte et un sacerdoce que l'on



appelle, quand elle est complète, une religion. Car il ne faut pas confondre la religion avec la théologie, avec la croyance en Dieu, qui forme la base doctrinale des religions actuelles.

Il est facile de voir, ne serait-ce que par les tentatives qui cherchent à remplacer les religions théologiques, qu'une société ne peut pas vivre sans une organisation ainsi constituée pour relier les hommes entre eux et pour régler, c'est-à-dire pour socialiser leur activité. Mais il est indispensable que cette religion soit assez complète pour embrasser toute l'activité des hommes et assez cohérente pour les rallier tous.

Les désordres de toute nature qui troublent notre époque, proviennent de ce que notre religion traditionnelle, basée sur un théologisme trop rigide, n'a pas pu suivre les progrès de l'esprit humain. Cela est démontré précisément par cette longue période d'incroyance et de désordres. Il est visible, en outre, qu'une branche importante de nos connaissances, les connaissances scientifiques actuelles ne peut pas faire corps avec le dogme théologique et qu'elles lui est même contradictoire. Il en résulte pour cette religion l'impossibilité formelle d'assurer son indispensable condition, celle de rallier tous les esprits.

Les discordes étant engendrées ou aggravées par la différence des doctrines, notre société est irrémédiablement troublée parce qu'elle n'a plus de religion (qui la relie). Elle ne reprendra son équilibre que lorsqu'elle aura pu en retrouver une autre, c'est-à-dire quand elle aura adopté le Positivisme. Car cette synthèse de la raison et du sentiment, est seule à même de s'emparer de l'esprit par l'ascendant de la réalité scientifique et de faire accepter, au même titre, la doctrine morale faisant corps avec le préliminaire scientifique.

C'est par elle seulement qu'on peut désormais remettre de l'ordre dans nos idées, dans nos mœurs et dans nos institutions et, par conséquent, préserver nos sociétés de la violence qui menace d'accompagner leur inévitable transformation.

## Le Positivisme

### est surtout une religion

Car le Positivisme n'est pas, comme on l'en accuse à tort, qu'un scientisme étroit voulant tout réduire à des phénomènes matériels.

Il observe en effet, qu'il y a aussi des phénomènes moraux et sociaux ayant leur domaine propre et leurs applications spéciales. Il y a notamment les sentiments religieux et l'influence socialisatrice de certaines croyances. Ces phénomènes sont ce qu'ils sont ; ils doivent être étudiés et utilisés en tenant compte de ce qu'ils sont, quels que soient les enchaînements, d'ailleurs ignorés, qui les relient à d'autres faits, rangés, eux, dans un autre chapitre de nos études et intitulés faits matériels.

Le Positivisme observe, encore, que ces faits moraux et sociaux sont, pour le bonheur individuel et pour le perfectionnement social qui est, lui aussi, un facteur essentiel du bonheur, plus importants que les faits matériels étudiés par la science proprement dite. Ils doivent être, il est vrai, étudiés et organisés, eux aussi, par l'esprit positif qui, seul, fera l'accord à leur sujet, mais en tenant compte de leurs conditions propres.

Le Positivisme n'est donc pas le matérialisme, il n'est pas le contraire de l'idéalisme, il ne comprend pas que la science, il comprend encore la plus belle des morales et la plus féconde des sociabilités. Par conséquent, le Positivisme est aussi — et il est surtout — la plus sublime et la plus moralisatrice des religions, la Religion définitive, la Religion par excellence, la Religion de l'Humanité.

En effet, étant la généralisation de la méthode d'observation à tous les domaines, le Positivisme observe, dans le domaine religieux, que toutes les religions passées, fétichiques ou théologiques, n'ont été sans le savoir, que des formes indirectes et préparatives de la Religion de l'Humanité.

D'abord, il est visible que c'est toujours l'Humanité que, sans y prendre garde, les hommes ont adorée, puis que leurs dieux ont toujours eu figure humaine.

Ensuite, volontairement ou non, les religions ne furent jamais autre chose que la réalisation et l'organisation de la tendance, irrésistible et spontanée mais imparfaite et longtemps inconsciente, qui pousse les humains vers un état social de plus en plus parfait. Pour cela, elles ont moralisé les hommes, c'est-à-dire qu'elles ont développé et amélioré ceux de leurs penchants qui les rendaient plus aptes à vivre en société et qu'elles ont atténué les autres.

Ce sont donc les religions, grâce à des croyances fictives mais uniformes, formant lien social, qui ont permis et sans cesse perfectionné la sociabilité perfectible et transmissible qui caractérise l'Humanité.

Les dogmes imaginaires, les croyances surnaturelles, les rites magiques dont les religions ont dû se servir et qui ont pu faire illusion sur leur but réel, ont été des instruments, artificiels mais nécessaires, pour amener progressivement à l'Humanité des êtres qui ont débuté par l'animalité. Ces croyances successives, qui nous surprennent aujourd'hui et paraissent souvent contraire au but social, ne pouvaient d'ailleurs, à chaque époque, que s'inspirer de l'ignorance, lentement dissipée, qui régnait à cette époque.

Il n'y a donc, au fond, qu'une seule religion, celle de l'Humanité à travers les formes diverses imposées par la lente évolution des connaissances et des esprits.

Mais autant les croyances théologiques furent utiles comme support et instrument de la sociabilité quand elles s'adressaient à des hommes qui les partageaient entièrement, autant elles deviennent, sans le vouloir, « les plus actifs éléments de désordre » quand elles ne sont plus d'accord avec l'état des esprits. Car, loin d'en recevoir un appui, les principes de morale et les insti-

tutions sociales sont alors entraînés et compromis par la désuétude et le discrédit des dogmes théologiques auxquels on veut continuer, à tort, de les rattacher.

## L'humanité

Le Positivisme attend son saint Paul. Sous des modalités et par des transitions impossibles à prévoir, la religion positiviste de l'Humanité est appelée, de toute certitude, à rallier, tôt ou tard, tous les esprits, puisque c'est la généralisation de l'esprit et de la méthode que la science utilise déjà dans le domaine matériel et qui lui valent un assentiment universel inévitable.

A l'inverse de tous les fétichismes et théologismes qui l'ont précédé et préparé, le Positivisme n'est pas une religion révélée, c'est-à-dire imaginaire, c'est une religion démontrée. C'est le développement et la conséquence de la notion la plus importante et la plus certaine que nous puissions acquérir ; celle qui observe que les hommes doivent tout à l'Humanité.

D'abord, ils doivent même leur existence propre à leurs ancêtres, c'est-à-dire à l'Humanité sous la forme de la famille.

Ensuite, tout ce qui les différencie de l'animalité, tout ce qui fait qu'ils sont des hommes et des hommes civilisés, langage, science, industrie, morale, etc., le Positivisme observe qu'ils le doivent à leur groupement en sociétés. Il faut même ajouter : en sociétés qui ne périssent pas, qui transmettent et accroissent leurs acquisitions, de génération en génération dans l'Humanité continue.

Car selon la remarque de Pascal : « Toute la succession des hommes pendant la longue suite des siècles doit être considérée comme un seul homme qui subsiste toujours et apprend continuellement ».

« L'Humanité se compose de plus de morts que de vivants ». La part de chaque génération est fort petite en comparaison de ce qui lui est transmis par les générations antérieures. Il en résulte que chacun a infiniment plus reçu des prédécesseurs que des contemporains, et surtout que de lui-même. Il en résulte aussi que vivant par l'Humanité, par autrui, nous devons « vivre pour autrui ».

Cette certitude que notre Providence c'est l'Humanité continue, que c'est elle qui nous a élevés des misères de l'animalité au bien-être, au charme et à la noblesse de la vie sociale, reposant sur l'observation, participe du caractère de la vérité scientifique. Elle s'empare de l'esprit sans discussion possible, sans permettre les négations ni les sophismes. C'est donc la meilleure base que l'on puisse trouver pour asseoir une doctrine universelle. Elle est, à ce point de vue, infiniment préférable à la notion de Providence théologique discutable et visiblement illusoire.

La religion positiviste se traduit par le culte des morts et par le souvenir des grands hommes.

Son objet principal comprend l'enseignement qui transmet de génération en génération les trésors intellectuels amassés par l'Humanité. Cette fonction doit assurer l'autorité morale de ses représentants (qui seront, par conséquent, les membres de l'enseignement) et le ralliement universel grâce à l'ascendant irrésistible de la réalité scientifique.

Destinée à diriger l'éducation, la religion positiviste portera au plus haut degré la culture des sentiments moraux favorisant la vie en société. Car la notion d'Humanité est la plus féconde, la plus généreuse, la plus susceptible de multiplier nos altruismes et renforcer nos sentiments de sociabilité.

Il n'est de morale que sociale et il est évident que les vertus sociales seront bien mieux pratiquées si elles constituent le principe direct de la doctrine au lieu d'être des accessoires secondaires obtenus par surcroît et par accident.

La doctrine qui constate que le but de la vie, le devoir et le bonheur consistent à vivre le plus possible, mais pour autrui, s'oppose heureusement à celle qui a pu inspirer le désir de vivre le moins possible afin de faire son salut personnel, à celle qui « proclame les inclinations bienveillantes comme étrangères à notre nature, qui méconnaît la dignité du travail jusqu'à le faire dériver d'une malédiction divine et qui érige la femme en source de tout mal ».

## La trinité humaine

Le Positivisme observe enfin que la Religion de l'Humanité, c'est la mise en lumière de ce que sont, en réalité, les hommes et du but, jusqu'à présent involontaire, qu'ils poursuivent. Au fond tout être humain n'est que la réalisation, la manifestation passagère d'une force qui le pousse, le domine et le forme et dont il n'est que l'instrument.

Cette force, c'est le besoin que l'Humanité vive. Nos actes, nos volontés, nos personnalités ne sont que la traduction de ce besoin. C'est l'Humanité continue qui se fait jour et se perpétue à travers nos individualités éphémères. « L'homme s'agit et... l'Humanité le mène ».

Chaque être humain, quels que soient son geste ou sa pensée, se borne à obéir à trois besoins qui, quoique personnels, concourent tous à la vie de l'Humanité.

Ces besoins sont les suivants :

1° *Besoin personnel de vivre* ou égoïsme. Vivre c'est acquérir et conserver des facultés et aussi les exercer. Ce premier besoin explique l'instinct de conservation, de développement et d'action auquel nous avons non seulement le droit, mais le devoir formel d'obéir. Son origine et sa conséquence dépassent en effet les satis-

factions en apparence égoïstes par lesquelles l'Humanité manifeste en nous son besoin de se réaliser.

2° *Besoin d'aider à vivre* ou altruisme. C'est la tendance par laquelle l'Humanité impose (plus ou moins) aux hommes, une solidarité, une affection, un appui mutuels qui permettent à chacun de ses membres une vie plus intense et plus heureuse et qui rendent possible la vie en société. C'est la cause de la moralité, du dévouement et de la sociabilité ;

3° *Besoin de faire vivre* ou de reproduire. Amour sexuel et maternel. « L'Amour, c'est la poussée des générations futures qui veulent venir au monde ».

Ce triple besoin, rapproché de la Trinité catholique, confirme curieusement l'anthropomorphisme complet de la théologie, car :

1° Dieu le père est égoïste et actif. Il a créé l'Univers pour se satisfaire et l'homme pour se faire adorer. C'est le producteur par excellence ;

2° Dieu le fils est altruiste ;

3° Le Saint-Esprit est générateur.

La concordance est encore plus curieuse si l'on songe à ce qu'il y a de surprenant et même de « mystérieux » dans la présence des besoins d'altruisme et de reproduction. Ils font partie du même être et semblent cependant provenir de personnes différentes qui surgissent, impérieuses, à certains moments et obligent cet être à accomplir des actes parfaitement contraires à son égoïsme pur. L'individu qui est le siège de ces impulsions altruistes ou amoureuses et qui se voit forcé d'agir contrairement à sa conservation ou à son repos, en est surpris lui-même et se borne à constater que « c'est plus fort que lui ». Il y a là en quelque sorte trois personnes dont les besoins sont, non seulement différentes, mais même, parfois, tout à fait opposés. Elles se combinent cependant pour former un seul homme et cela a pu donner naissance au mystère d'un seul Dieu en trois personnes.

C'est également la poussée de l'Humanité continue formant le moteur invisible de tout son être, qui explique, chez chaque homme, son désir de se survivre et son besoin de se consacrer à quelque chose qui dure plus que lui.

Cette constatation de la nature humaine est rassurante pour l'avenir de la sociabilité et de la famille. C'est la certitude que les tendances bienveillantes sont parfaitement réelles, puisqu'elles sont, à travers des besoins que nous croyons purement individuels, la traduction de l'impérieux besoin de vivre de l'Humanité.

Les satisfactions de ces besoins altruistes procurent des bonheurs qui seront mieux goûtés quand ils seront mieux expliqués. Nous les rechercherons davantage quand nous saurons qu'ils sont le bienfait immédiat et personnel que chacun de nous peut éprouver en développant en lui-même la manifestation de l'Humanité. Car « vivre le plus possible », c'est déjà le bonheur, mais « vivre pour autrui », c'est la perfection de ce bonheur.

Nous n'avons pas d'ailleurs à chercher l'inconnaisable pourquoi l'Humanité est ainsi faite ? Nous le constatons seulement et devons nous borner à étudier le mieux possible comment elle est faite, afin de faciliter ses perfectionnements.

## La famille • La patrie

### L'humanité

Mais si le Positivisme prend « l'amour pour principe » et « le progrès pour but », il n'oublie pas qu'il faut « l'ordre pour base ». La tendance altruiste ne doit pas se borner à un humanitarisme vague et désordonné. Pour être pleinement efficace, l'altruisme doit se discipliner et se traduire par le dévouement aux groupements naturels provenant de notre situation ou de la nature des choses et hors desquels l'Humanité ne saurait avoir de réalité.

La Famille est la réalisation la plus immédiate et la plus directe de l'Humanité par la perpétuité de la vie dans les êtres humains, par la transmission de la première éducation et par l'application la plus parfaite des sentiments affectifs.

La Patrie est une autre réalisation plus étendue et tout aussi indispensable de l'Humanité qui ne peut se manifester que sous la forme de groupements possédant des organismes pour les représenter et les diriger, en un mot sous la forme de groupements politiques, car « il n'est pas de société sans gouvernement ». Cette observation montre comment le Positivisme est seul à même d'expliquer et de justifier le patriotisme : expliquer les dévouements qu'il inspire, justifier les sacrifices qu'il exige.

Enfin la notion positiviste d'Humanité est la plus propre à réaliser l'espérance séculaire des bienfaits attendus par les nations qui ne pourront, enfin, vivre en société que lorsqu'elles auront établi la « Fédération universelle », car « il n'est pas de société sans gouvernement ». (Armer la Fédération, désarmer les Etats).

C'est alors que l'on pourra convenablement « remplacer l'agitation militaire par l'activité industrielle, la guerre par le travail et l'hostilité des peuples par leur solidarité ».

C'est alors que nous pourrons pleinement sentir le bonheur contenu dans l'application de la maxime positiviste : « Vivre pour autrui, par la Famille, la Patrie et l'Humanité ».

J. COSTES.

Le Positivisme est enseigné à la Société d'enseignement positiviste, 54, rue de Seine, Paris.

EN VENTE, CHEZ L'AUTEUR :

86, avenue Daumesnil, Paris.